

EXHIBIT A

Obligations des Passagers.

relatifs à l'exploitation du privilége

signé par l'assemblée le 2 avril 1863.

Article 1^e.

La Société s'engage à embaucher dans la Principauté, au moins, dix-huit personnes, qui à l'issue d'un an de service à Monaco, l'établissement y existant alors, se réuniront à Cercle des Etrangers.

Article 2.

La Société devra maintenir sur le territoire de Monaco l'établissement de Bains de Mer y existant, sans néanmoins que leur huiusmette établisse aux environs de toute matière, telle de mer excepté, qui pourraient être établis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville.

Article 3.

La Société devra construire l'Usine à Gaz établie sur le terrains que lui a été gratuitement concédé par le gouvernement de Son Altesse le Prince Charles de Monaco au fait d'autorisation.

S
verso
Article 4.

À l'application du Privilege de concession
de la Société le Prince de Monaco
d'accord avec la propriétaire des établissements désignés
avant en instruction aux articles 1, 2 & 3 ci-dessus, ainsi que de tout
équipement nécessaire le matériel et mobilier nécessitant les garanties
legales correspondantes, et tout l'inventaire sera remis à la Société
dans les conditions établies par la présente convention.

S. Alain.

Article 5.

La Société devra établir dans la Ville de Monaco
avant le 1^{er} Septembre 1868, une fontaine d'eau
jaillissante qui alimentera 3 bornes fontaines
d'eau minérale suffisante aux besoins de la population.

Cette fontaine, ainsi que les bornes fontaines
dont le plan et l'emplacement seront déterminés
par l'autorité, devront être immédiatement propriété
de l'Etat, avec leurs accessoires, bagage et autres
accessoires. La Société fera également octobre
les travaux nécessaires pour faire moyennant
rétribution, à l'eau au rapprochement.

Article 6.

La Société devra alimenter à ses frais les bains
gas posés dans le Palais et la ville de Monaco,
ainsi que les autres bains placés dans la ville.

La Société pourra fournir du gaz aux particuliers
aux conditions du cahier des charges actuellement en

Arrêté Municipal n° 2003-26 du 19 mars 2003 prononçant l'admission à la retraite anticipée d'un fonctionnaire (p. 668).

AVIS ET COMMUNIQUÉS

MINISTÈRE D'ÉTAT

Secrétaire Général.

Modification de l'heure légale - Année 2003 (p. 668).

Direction de la Fonction Publique et des Ressources Humaines.

Avis de recrutement n° 2003-32 d'une Gouvernante chargée de la Résidence Archiépiscopale (p. 668).

Avis de recrutement n° 2003-37 d'un Cuistinier au Mess de la Force Publique (p. 669).

Avis de recrutement n° 2003-38 d'un Ouvrier électricien au Service de l'Aménagement Urbain (p. 669).

Avis de recrutement n° 2003-39 d'un Jardinier aide-ouvrier professionnel au Service de l'Aménagement Urbain (p. 669).

Avis de recrutement n° 2003-40 d'un Conseiller Technique au Service d'Information et de Contrôle sur les Crédits Financiers (p. 669).

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Office des Emissions de Timbres-Poste.

Mises en vente de timbres commémoratifs (p. 670).

Mairie

Convocation du Conseil Communal - Session extraordinaire - Séance publique du mardi 7^{er} avril 2003 (p. 670).

Avis de vacance n° 2003-034 d'un poste de Chef de service au Service de Gestion des Personnels (p. 670).

Avis de vacance n° 2003-038 de trois postes de Surveillants de Jardins saisonniers à la Police Municipale (p. 671).

Avis de vacance n° 2003-039 de trois postes de Surveillants de Jardins saisonniers à la Police Municipale (p. 671).

Avis de vacance n° 2003-040 d'un poste de Surveillant de Jardins saisonnier à la Police Municipale (p. 671).

INFORMATIONS (p. 672).

INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES (p. 672 à p. 689).

DECISION SOUVERAINE

Erratum à la Décision Souveraine du 27 mai 2002 publiée au "Journal de Monaco" du 14 juin 2002 relative à la nomination des membres de la Commission Consultative de la Collection Philatélique de S.A.S. le Prince Souverain.

Lire page 971 :

Le second paragraphe est modifié comme suit :

Sont nommés Membres de ladite Commission les personnes suivantes :

Le reste sans changement.

ORDONNANCES SOUVERAINES

Ordonnance Souveraine n° 15.732 du 13 mars 2003 renouvelant le privilège des jeux concédé à la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers à Monaco et approuvant le cahier des charges et les conventions annexes afférents.

**RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO**

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 novembre 2002 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'Etat ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

ARTICLE PREMIER.

Le privilège des jeux, octroyé à la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers pour la première fois le 2 avril 1863, est renouvelé pour vingt années, à compter du 1^{er} avril 2007.

ART. 2.

Sont approuvés le cahier des charges et les conventions annexes intervenus le 21 mars 2003 entre Notre Administration des Domaines, M. Jean-Luc BIAMONTI, Président de la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers, et M. Bernard LAMBERT,

Vendredi 28 mars 2003

JOURNAL DE MONACO

663

Directeur Général de la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers.

ART. 3.

Notre Secrétaire d'Etat, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le treize mars deux mille trois.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'Etat :
R. NOVELLA.*

Ordonnance Souveraine n° 15.737 du 18 mars 2003 portant naturalisation monégasque.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la requête qui Nous a été présentée par le Sieur Alain, Louis, Germain BAUBRIT, tendant à son admission parmi Nos sujets ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 1.155 du 18 décembre 1992, modifiée par la loi n° 1.199 du 26 décembre 1997, et notamment les articles 5 et 13 ;

Vu l'article 25 § 2 de l'ordonnance organique du 9 mars 1918 ;

Vu Notre ordonnance n° 403 du 15 mai 1951, modifiée ;

Sur le rapport de Notre Directeur des Services Judiciaires ;

Notre Conseil de la Couronne entendu lors de sa séance du 11 juin 2002 ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Le Sieur Alain, Louis, Germain BAUBRIT, né le 31 octobre 1955 à Nantes (Loire-Atlantique), est naturalisé monégasque.

Il sera tenu et réputé comme tel et jouira de tous les droits et prérogatives attachés à cette qualité, dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi n° 1.155 du 18 décembre 1992, modifiée.

Notre Secrétaire d'Etat, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le dix-huit mars deux mille trois.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'Etat :
R. NOVELLA.*

Ordonnance Souveraine n° 15.738 du 18 mars 2003 portant naturalisation monégasque.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu les requêtes qui Nous ont été présentées par le Sieur Guy, Pierre, François BOSCAGLI et la Dame Lucile, Angèle, Joséphine GRAC, son épouse, tendant à leur admission parmi Nos sujets ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 1.155 du 18 décembre 1992, modifiée par la loi n° 1.199 du 26 décembre 1997, et notamment les articles 5, 6 et 13 ;

Vu l'article 25 § 2 de l'ordonnance organique du 9 mars 1918 ;

Vu Notre ordonnance n° 403 du 15 mai 1951, modifiée ;

Sur le rapport de Notre Directeur des Services Judiciaires ;

Notre Conseil de la Couronne entendu lors de sa séance du 16 avril 2002 ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Le Sieur Guy, Pierre, François BOSCAGLI, né le 24 octobre 1955 à Monaco et la Dame Lucile, Angèle,

Schedule C

SOVEREIGN ORDER

Sovereign Order no. 15.732 of March 13, 2003, renewing the gaming monopoly granted to the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers à Monaco and approving the terms and conditions and related agreements appended thereto.

**RAINIER III
By the Grace of God
Sovereign Prince of Monaco**

In view of the deliberation of the Government Council of November 21, 2002 which was communicated to us by Our Minister of State;

Have Ordered and Order:

ARTICLE 1

The gaming monopoly, granted to the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers for the first time on April 2, 1863, is hereby renewed for twenty years, as of April 1, 2007.

ART. 2

Are hereby approved the terms and conditions and the related agreements concluded on March 21, 2003 between Our Public Lands Administration, Mr. Jean-Luc BIAMONTI, President of the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers, and Mr. Bernard LAMBERT, CEO of the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers.

ART. 3

Our Secretary of State, Our Director of Legal Services and Our Minister of State are, each of them insofar as he is concerned, in charge of the enforcement of the present order.

Given in Our Palace in Monaco, on March 13, 2003.

RAINIER.

*By the Prince,
The Secretary of State:
R. NOVELLA*

DE GAULLE FLEURANCE & ASSOCIES
SOCIETE D'AVOCATS
11, RUE MORTALIS
75008 PARIS
TEL : 01 55 64 00 00
FAX : 01 55 64 00 01